RCS : COMPIEGNE
Code greffe : 6002

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

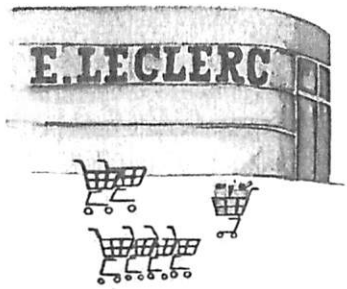
Le greffier du tribunal de commerce de COMPIEGNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

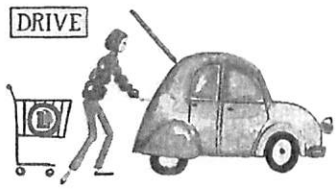
Numéro de gestion : 1981 B 50127
Numéro SIREN : 318 978 103
Nom ou dénomination : SOCIETE DE DISTRIBUTION CAMBLIZARDE

Ce dépôt a été enregistré le 03/08/2021 sous le numéro de dépôt 5659

greffe



S.A. SODICAMB
Comptes annuels
31/12/2020



ACCF

ACCF – Audit Conseils Comptabilité Formation
7 Petit Sentier de la Savoie
92 320 Châtillon
☎ : 01-46-45-83-86
✉ : accf@accf-experts.com

Attestation

Dans le cadre de la mission de présentation des comptes annuels de l'entreprise

S.A. SODICAMB

Pour l'exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020 et conformément à notre lettre de mission du 10 Octobre2014, nous avons effectué les diligences prévues par les normes de présentation définies par l'Ordre des Experts-Comptables.

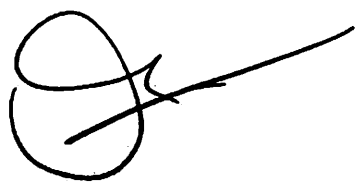
A la date de mes travaux qui ne constituent pas un audit et à l'issue de ceux-ci, je n'ai pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels

Les comptes annuels ci-joints, qui comportent 94 pages, se caractérisent par les données suivantes :

. Total du bilan	38 214 107,94 €
. Chiffre d'affaires	129 212 252,84 €
. Résultat net comptable	1 199 144,18 €

Fait à Châtillon, le 6 Mai 2021

Isabelle MARQUIS
Expert Comptable



CERTIFIE CONFORME

DGFiP N° 2050-SD 2021

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts).

① BILAN — ACTIF

Désignation de l'entreprise : SODICAMB — 1 2

Adresse de l'entreprise : Rue François Truffaut Les Portes De L'Oise 60230 CHAMBLY — Durée de l'exercice précédent * 1 2

Numéro SIRET * 3 1 8 9 7 8 1 0 3 0 0 0 4 8 — Néant ☐ *

Exercice N clos le, 3 1 1 2 2 0 2 0

			Brut 1		Amortissements, provisions 2	Net 3
	Capital souscrit non appelé (I)	AA				
ACTIF IMMOBILISÉ * — IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB		AC		
	Frais de développement *	CX		CQ		
	Concessions, brevets et droits similaires	AF	4 433	AG	532	3 901
	Fonds commercial (1)	AH	971 666	AI		971 666
	Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK		
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM		
ACTIF IMMOBILISÉ * — IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	373 786	AO	268 831	104 955
	Constructions	AP	235 839	AQ	230 719	5 120
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	682 833	AS	417 373	265 460
	Autres immobilisations corporelles	AT	10 202 267	AU	3 417 966	6 784 301
	Immobilisations en cours	AV	46 925	AW		46 925
	Avances et acomptes	AX		AY		
ACTIF IMMOBILISÉ * — IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT		
	Autres participations	CU	882 000	CV	875 032	6 968
	Créances rattachées à des participations	BB		BC		
	Autres titres immobilisés	BD	3 706 771	BE		3 706 771
	Prêts	BF	2 225	BG		2 225
	Autres immobilisations financières *	BH	2 258 217	BI		2 258 217
	TOTAL (II)	BJ	19 366 963	BK	5 210 453	14 156 510
ACTIF CIRCULANT — STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	24 145	BM		24 145
	En cours de production de biens	BN		BO		
	En cours de production de services	BP		BQ		
	Produits intermédiaires et finis	BR		BS		
	Marchandises	BT	10 053 390	BU	174 468	9 878 922
	Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW		
ACTIF CIRCULANT — CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)*	BX	117 325	BY		117 325
	Autres créances (3)	BZ	5 442 918	CA	4 920	5 437 998
	Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC		
ACTIF CIRCULANT — DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :.....)	CD		CE		
	Disponibilités	CF	7 407 814	CG		7 407 814
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3)*	CH	1 191 394	CI		1 191 394
	TOTAL (III)	CJ	24 236 986	CK	179 388	24 057 598
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW				
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM				
	Écarts de conversion actif * (VI)	CN				
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	43 603 949	1A	5 389 841	38 214 108

Renvois : (1) Dont droit au bail :	744 052	(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :	CP		(3) Part à plus d'un an :	CR	761 538
Clause de réserve de propriété : * Immobilisations :		Stocks :			Créances :		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

SAGE Experts-comptables Janvier 2021 : Etat préparatoire.

CERTIFIE CONFORME

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

② **BILAN — PASSIF avant répartition**

DGFiP N° 2051-SD 2021

Désignation de l'entreprise : SODICAMB — Néant ☐ *

			Exercice N
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 810 440)	DA	810 440
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB	
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC	
	Réserve légale (3)	DD	81 044
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE	
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF	
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants * EJ)	DG	9 277 569
	Report à nouveau	DH	
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	1 199 144
	Subventions d'investissement	DJ	111 402
	Provisions réglementées *	DK	
	TOTAL (I)	DL	11 479 600
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM	
	Avances conditionnées	DN	
	TOTAL (II)	DO	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	209 721
	Provisions pour charges	DQ	
	TOTAL (III)	DR	209 721
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS	
	Autres emprunts obligataires	DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	11 037 412
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV	419 094
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	10 388 030
	Dettes fiscales et sociales	DY	4 028 327
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	95 451
	Autres dettes	EA	556 473
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB	
	TOTAL (IV)	EC	26 524 787
	Ecarts de conversion passif * **(V)**	ED	
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	38 214 108

RENVOIS			
(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital	1B	
(2)	Dont — Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C	
	Dont — Écart de réévaluation libre	1D	
	Dont — Réserve de réévaluation (1976)	1E	
(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF	
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	17 304 914
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	78 274

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

SAGE Experts-comptables Janvier 2021 - Etat préparatoire

③ COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

DGFiP N° 2052-SD 2021

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts).

Désignation de l'entreprise : SODICAMB — Néant ☐ *

			Exercice N					
			France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA	126 962 568	FB		FC	126 962 568
	Production vendue biens *	FD	48 084	FE		FF	48 084
	Production vendue services *	FG	2 037 414	FH		FI	2 037 414
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	129 048 066	FK		FL	129 048 066
	Production stockée *					FM	(71 810)
	Production immobilisée *					FN	
	Subventions d'exploitation					FO	
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges * (9)					FP	156 278
	Autres produits (1) (11)					FQ	79 719
	Total des produits d'exploitation (2) (I)					FR	129 212 253
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS	99 453 460
	Variation de stock (marchandises)*					FT	88 369
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU	191 552
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV	9 064
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW	11 962 021
	Impôts, taxes et versements assimilés *					FX	2 009 691
	Salaires et traitements *					FY	9 014 903
	Charges sociales (10)					FZ	2 207 343
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations - dotations aux amortissements *					GA	1 009 614
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations - dotations aux provisions					GB	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur actif circulant : dotations aux provisions *					GC	174 468
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD	
	Autres charges (12)					GE	42 921
	Total des charges d'exploitation (4) (II)					GF	126 163 407
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I – II)						GG	3 048 846
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée * (III)					GH	
	Perte supportée ou bénéfice transféré * (IV)					GI	
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK	
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	18 391
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM	
	Différences positives de change					GN	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO	
	Total des produits financiers (V)					GP	18 391
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions *					GQ	515 032
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	190 380
	Différences négatives de change					GS	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT	
	Total des charges financières (VI)					GU	705 412
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V – VI)						GV	(687 021)
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I – II + III – IV + V – VI)						GW	2 361 825

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

SAGE Experts-comptables Janvier 2021 : Etat préparatoire.

④ COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

DGFiP N° 2053-SD 2021

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SODICAMB — Néant ☐*

			Exercice N
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	11 752
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	138 573
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	150 325
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 *bis*)	HE	109 056
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	33 405
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 *ter*)	HG	234 614
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	377 075
4 — RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII — VIII)		HI	(226 751)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ	393 474
Impôts sur les bénéfices * (X)		HK	542 456
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	129 380 969
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	128 181 824
5 — BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits — total des charges)		HN	1 199 144

RENVOIS

(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO	
(2) Dont	produits de locations immobilières	HY	
	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci- dessous)	1G	
(3) Dont	— Crédit-bail mobilier *	HP	82 484
	— Crédit-bail immobilier	HQ	
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci- dessous)	1H	
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	1J	5 118
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K	153
(6*bis*)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 *bis* du C.G.I.)	HX	
(6*ter*)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC	
	Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD	
(9)	Dont transferts de charges	A1	48 697
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) (Dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG/CRDS) A5	A2	
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3	
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	5 669
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 ; obligatoires A9		
	Dont cotisations facultatives Madelin A7 ; Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite A8		

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :

	Exercice N	
	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :

	Exercice N	
	Charges antérieures	Produits antérieurs

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

SAGE Experts-comptables Janvier 2021 : Etat préparatoire.

4 COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

DGFiP 2053 2021
EXTENSION 1

(7) Détail des produits et charges exceptionnels	Exercice N	
	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
RAPPEL TICFE 2019	87 131	
REPRISE PROVISION RAPPEL TICFE 2019		92 254
REPRISE PROVISION LITIGE PRUDHOMMAL TOURBIER		46 319
QUOTE-PART DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT		11 752
PENALITES RETARD TICFE 2018	3 383	
REPRISE PROVISION RISTOURNES SCASPORT 2017+2018 NON RECUES	12 400	
DOTATIONS EXCEPTIONNELLES SUR IMMOBILISATIONS MISES AU REBUT	227 614	
PROVISION LITIGE PRUDHOMMAL BARBEREAU	7 000	
DENOUEMENT LITIGES COMMERCIAUX	6 142	
VNC IMMOBILISATIONS MISES AU REBUT	33 405	

SAGE Experts-comptables Janvier 2021 : Etat préparatoire.

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

(5) **IMMOBILISATIONS**

DGFiP N°2054-SD 2021

Désignation de l'entreprise SODICAMB — Néant ☐*

(Ne pas reporter le montant des centimes)*

CADRE A	IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice 1		Augmentations: Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence 2		Augmentations: Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste 3	
INCORP.	Frais d'établissement et de développement — TOTAL I	CZ		D8		D9		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles — TOTAL II	KD	975 499	KE		KF	600	
CORPORELLES	Terrains	KG	373 786	KH		KI		
	Constructions — Sur sol propre — Dont Composants L9	KJ		KK		KL		
	Constructions — Sur sol d'autrui — Dont Composants M1	KM	235 839	KN		KO		
	Constructions — Installations générales, agencements* et aménagements des constructions — Dont Composants M2	KP		KQ		KR		
	Installations techniques, matériel et outillage industriels — Dont Composants M3	KS	1 252 664	KT		KU	59 754	
	Autres immobilisations corporelles — Installations générales, agencements, aménagements divers *	KV	9 514 017	KW		KX	458 493	
	Autres immobilisations corporelles — Matériel de transport *	KY	417	KZ		LA		
	Autres immobilisations corporelles — Matériel de bureau et mobilier informatique	LB	646 053	LC		LD	20 440	
	Autres immobilisations corporelles — Emballages récupérables et divers *	LE		LF		LG		
	Immobilisations corporelles en cours	LH	206 067	LI		LJ	46 925	
	Avances et acomptes	LK		LL		LM		
	TOTAL III	LN	12 228 841	LO		LP	585 612	
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence	8G		8M		8T		
	Autres participations	8U	772 000	8V		8W	110 000	
	Autres titres immobilisés	IP	3 706 771	IR		IS		
	Prêts et autres immobilisations financières	IT	2 260 442	IU		IV		
	TOTAL IV	LQ	6 739 214	LR		LS	110 000	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		ØG	19 943 554	ØH		ØJ	696 212	

CADRE B	IMMOBILISATIONS		Diminutions: par virement de poste à poste 1		Diminutions: par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence 2		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice 3		Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence: Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice 4	
INCORP.	Frais d'établissement et de développement — TOTAL I	IN		CØ		DØ		D7		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles — TOTAL II	IO		LV		LW	976 099	IX	976 099	
CORPORELLES	Terrains	IP		LX		LY	373 786	LZ	373 786	
	Constructions — Sur sol propre	IQ		MA		MB		MC		
	Constructions — Sur sol d'autrui	IR		MD		ME	235 839	MF	235 839	
	Constructions — Inst. gales, agencts et am. des constructions	IS		MG		MH		MI		
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	IT		MJ	629 585	MK	682 833	ML	682 833	
	Autres immobilisations corporelles — Inst. gales, agencts, aménagements divers	IU		MM	374 563	MN	9 597 947	MO	9 597 947	
	Autres immobilisations corporelles — Matériel de transport	IV		MP		MQ	417	MR	417	
	Autres immobilisations corporelles — Matériel de bureau et informatique, mobilier	IW		MS	62 589	MT	603 904	MU	603 903	
	Autres immobilisations corporelles — Emballages récupérables et divers *	IX		MV		MW		MX		
	Immobilisations corporelles en cours	MY	206 067	MZ		NA	46 925	NB	46 925	
	Avances et acomptes	NC		ND		NE		NF		
	TOTAL III	IY	206 067	NG	1 066 736	NH	11 541 650	NI	11 541 649	
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence	IZ		ØU		M7		ØW		
	Autres participations	IØ		ØX		ØY	882 000	ØZ	882 000	
	Autres titres immobilisés	I1		2B		2C	3 706 771	2D	3 706 771	
	Prêts et autres immobilisations financières	I2		2E		2F	2 260 442	2G	2 260 442	
	TOTAL IV	I3		NJ		NK	6 849 214	2H	6 849 213	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		I4	206 067	ØK	1 066 736	ØL	19 366 963	ØM	19 366 962	

SAGE Experts-comptables janvier 2021 : Etat préparatoire.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

5 bis

TABLEAU DES ÉCARTS DE RÉÉVALUATION SUR IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES

D.G.F.I.P N° 2054-bis-SD 2021

Exercice N clos le 31122020

Les entreprises ayant pratiqué la **réévaluation légale** de leurs **immobilisations amortissables** (art. 238 *bis* J du CGI) doivent joindre ce tableau à leur déclaration jusqu'à (et y compris) l'exercice au cours duquel la provision spéciale (col.6) devient nulle.

Désignation de l'entreprise : SODICAMB Néant [X] *

CADRE A

	Détermination du montant des écarts (col. 1 - col. 2) (1)		Utilisation de la marge supplémentaire d'amortissement			Montant de la provision spéciale à la fin de l'exercice [(col. 1 - col.2) - col. 5 (5)]
			Au cours de l'exercice		Montant cumulé à la fin de l'exercice (4)	
	Augmentation du montant brut des immobilisations	Augmentation du montant des amortissements	Montant des suppléments d'amortissement (2)	Fraction résiduelle correspondant aux éléments cédés (3)		
	1	2	3	4	5	6
1 Concessions, brevets et droits similaires						
2 Fonds commercial						
3 Terrains						
4 Constructions						
5 Installations techniques mat. et out. industriels						
6 Autres immobilisations corporelles						
7 Immobilisations en cours						
8 Participations						
9 Autres titres immobilisés						
10 TOTAUX						

(1) Les augmentations du montant brut et des amortissements à inscrire respectivement aux colonnes 1 et 2 sont celles qui ont été apportées au montant des immobilisations amortissables réévaluées dans les conditions définies à l'article 238*bis* J du code général des impôts et figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice.
Le montant des écarts est obtenu en soustrayant des montants portés colonne 1, ceux portés colonne 2.

(2) Porter dans cette colonne le supplément de dotation de l'exercice aux comptes d'amortissement (compte de résultat) consécutif à la réévaluation.

(3) Cette colonne ne concerne que les immobilisations réévaluées cédées au cours de l'exercice. Il convient d'y reporter, l'année de la cession de l'élément, le solde non utilisé de la marge supplémentaire d'amortissement.

(4) Ce montant comprend :
a) le montant total des sommes portées aux colonnes 3 et 4 ;
b) le montant cumulé à la fin de l'exercice précédent, dans la mesure où ce montant correspond à des éléments figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice.

(5) Le montant total de la provision spéciale en fin d'exercice est à reporter au passif du bilan (tableau n° 2051) à la ligne « Provisions réglementées ».

CADRE B

DÉFICITS REPORTABLES AU 31 DÉCEMBRE 1976 IMPUTÉS SUR LA PROVISION SPÉCIALE AU POINT DE VUE FISCAL

1 - FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE AU DÉBUT DE L'EXERCICE		
2 - FRACTION RATTACHÉE AU RÉSULTAT DE L'EXERCICE	-	
3 - FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE EN FIN D'EXERCICE	=	

Le cadre B est servi par les seules entreprises qui ont imputé leurs déficits fiscalement reportables au 31 décembre sur la provision spéciale.

Il est rappelé que cette imputation est purement fiscale et ne modifie pas les montants de la provision spéciale figurant au bilan : de même, les entreprises en cause continuent à réintégrer chaque année dans leur résultat comptable le supplément d'amortissement consécutif à la réévaluation.

Ligne 2, inscrire la partie de ce déficit incluse chaque année dans les montants portés aux colonnes 3 et 4 du cadre A. Cette partie est obtenue en multipliant les montants portés aux colonnes 3 et 4 par une fraction dont les éléments sont fixés au moment de l'imputation, le numérateur étant le montant du déficit imputé et le dénominateur celui de la provision.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2032.

SAGE Experts-comptables Janvier 2021 : Etat préparatoire.

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

⑥ AMORTISSEMENTS

DGFiP N° 2055-SD 2021

Désignation de l'entreprise SODICAMB — Néant ☐ *

CADRE A — SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement — TOTAL I		CY		EL		EM		EN	
Autres immobilisations incorporelles — TOTAL II		PE	278	PF	254	PG		PH	532
Terrains		PI	240 240	PJ	28 591	PK		PL	268 831
Constructions	Sur sol propre	PM		PN		PO		PQ	
	Sur sol d'autrui	PR	218 994	PS	11 725	PT		PU	230 719
	Inst. générales, agencements et aménagements des constructions	PV		PW		PX		PY	
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ	740 896	QA	306 061	QB	629 585	QC	417 373
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales, agencements, aménagements divers	QD	2 496 841	QE	821 266	QF	365 480	QG	2 952 627
	Matériel de transport	QH	214	QI	203	QJ		QK	417
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	442 731	QM	60 459	QN	38 267	QO	464 922
	Emballages récupérables et divers	QP		QR		QS		QT	
TOTAL III		QU	4 139 914	QV	1 228 305	QW	1 033 331	QX	4 334 889
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		ØN	4 140 193	ØP	1 228 559	ØQ	1 033 331	ØR	4 335 421

CADRE B — VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

Immobilisations amortissables		DOTATIONS						REPRISES						Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice	
		Colonne 1 Différentiel de durée et autres		Colonne 2 Mode dégressif		Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel		Colonne 4 Différentiel de durée et autres		Colonne 5 Mode dégressif		Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel			
Frais établissements TOTAL I		M9		N1		N2		N3		N4		N5		N6	
Autres immob. incor-po-relles TOTAL II		N7		N8		P6		P7		P8		P9		Q1	
Terrains		Q2		Q3		Q4		Q5		Q6		Q7		Q8	
Constructions	Sur sol propre	Q9		R1		R2		R3		R4		R5		R6	
	Sur sol d'autrui	R7		R8		R9		S1		S2		S3		S4	
	Inst. gales, agenc et am. des const.	S5		S6		S7		S8		S9		T1		T2	
Inst. techniques mat. et outillage		T3		T4		T5		T6		T7		T8		T9	
Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenc am. divers	U1		U2		U3		U4		U5		U6		U7	
	Matériel de transport	U8		U9		V1		V2		V3		V4		V5	
	Mat. bureau et inform. mobilier	V6		V7		V8		V9		W1		W2		W3	
	Emballages récup. et divers	W4		W5		W6		W7		W8		W9		X1	
TOTAL III		X2		X3		X4		X5		X6		X7		X8	
Frais d'acquisition de titres de participations TOTAL IV		NL						NM						NO	
Total général (I + II + III + IV)		NP		NQ		NR		NS		NT		NU		NV	
Total général non ventilé (NP + NQ + NR)	NW		Total général non ventilé (NS + NT + NU)	NY			Total général non ventilé (NW – NY)	NZ							

CADRE C

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES*	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements		Montant net à la fin de l'exercice	
Frais d'émission d'emprunt à étaler	8 668		Z9	8 668	Z8	
Primes de remboursement des obligations			SP		SR	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

SAGE Experts-comptables Janvier 2021 : Etat préparatoire.

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

⑦ PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

DGFiP N° 2056-SD 2021

Désignation de l'entreprise SODICAMB — Néant ☐ *

	Nature des provisions		Montant au début de l'exercice 1		AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2		DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3		Montant à la fin de l'exercice 4
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *	3T		TA		TB		TC	
	Provisions pour investissement (art. 237 *bis* A-II) *	3U		TD		TE		TF	
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V		TG		TH		TI	
	Amortissements dérogatoires	3X		TM		TN		TO	
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3		D4		D5		D6	
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 *quinquies* H du CGI)	IJ		IK		IL		IM	
	Autres provisions réglementées (1)	3Y		TP		TQ		TR	
	TOTAL I	3Z		TS		TT		TU	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A		4B		4C		4D	
	Provisions pour garanties données aux clients	4E		4F		4G		4H	
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J		4K		4L		4M	
	Provisions pour amendes et pénalités	4N		4P		4R		4S	
	Provisions pour pertes de change	4T		4U		4V		4W	
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X		4Y		4Z		5A	
	Provisions pour impôts (1)	5B		5C		5D		5E	
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F		5H		5J		5K	
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO		EP		EQ		ER	
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R		5S		5T		5U	
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V	341 294	5W	7 000	5X	138 573	5Y	209 721
	TOTAL II	5Z	341 294	TV	7 000	TW	138 573	TX	209 721
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations - incorporelles	6A		6B		6C		6D	
	sur immobilisations - corporelles	6E		6F		6G		6H	
	sur immobilisations - titres mis en équivalence	Ø2		Ø3		Ø4		Ø5	
	sur immobilisations - titres de participation	9U	360 000	9V	515 032	9W		9X	875 032
	sur immobilisations - autres immobilisations financières (1)*	Ø6		Ø7		Ø8		Ø9	
	Sur stocks et en cours	6N	107 581	6P	174 468	6R	107 581	6S	174 468
	Sur comptes clients	6T		6U		6V		6W	
	Autres provisions pour dépréciation (1)*	6X	4 920	6Y		6Z		7A	4 920
	TOTAL III	7B	472 501	TY	689 500	TZ	107 581	UA	1 054 420
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		7C	813 795	UB	696 500	UC	246 154	UD	1 264 141
Dont dotations et reprises	— d'exploitation			UE	174 468	UF	107 581		
	— financières			UG	515 032	UH			
	— exceptionnelles			UJ	7 000	UK	138 573		

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5° du C.G.I. — 10

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

SAGE Experts-comptables Janvier 2021 : Etat préparatoire.

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

SODICAMB

DGFiP N° 2056 2021
Extension 2

AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Montant début exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin exercice
PROVISION LITIGES PRUDHOMMAUX	55 319	7 000	46 319	16 000
PROVISION LITIGE GALEC	193 721			193 721
PROVISION RAPPEL TICFE 2019	92 254		92 254	

AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Montant début exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin exercice

AUTRES PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Montant début exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin exercice
DEPR.CREANCE FOURNISSEUR EN LIQUIDATION	4 920			4 920

SAGE Experts-comptables Janvier 2021 : Etat préparatoire.

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts).

8

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE *

DGFiP N°2057-SD 2021

Désignation de l'entreprise : SODICAMB — Néant ☐ *

CADRE A — ÉTAT DES CRÉANCES

			Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	UL		UM		UN	
	Prêts (1) (2)	UP	2 225	UR		US	2 225
	Autres immobilisations financières	UT	2 258 217	UV		UW	2 258 217
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	VA	13 392		13 392		
	Autres créances clients	UX	103 933		103 933		
	Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie * (Provision pour dépréciation antérieurement constituée * UO)	Z1					
	Personnel et comptes rattachés	UY					
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	UZ					
	État et autres collectivités publiques — Impôts sur les bénéfices	VM					
	État et autres collectivités publiques — Taxe sur la valeur ajoutée	VB	280 207		280 207		
	État et autres collectivités publiques — Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN					
	État et autres collectivités publiques — Divers	VP					
	Groupe et associés (2)	VC	155 118		155 118		
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	VR	5 007 593		5 007 593		
	Charges constatées d'avance	VS	1 191 394		429 856		761 538
	TOTAUX	VT	9 012 079	VU	5 990 099	VV	3 021 981
RENVOIS (1)	Montant des - Prêts accordés en cours d'exercice	VD					
	Montant des - Remboursements obtenus en cours d'exercice	VE					
(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	VF					

CADRE B — ÉTAT DES DETTES

			Montant brut 1	A 1 an au plus 2	A plus d'1 an et 5 ans au plus 3	A plus de 5 ans 4
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y				
Autres emprunts obligataires (1)		7Z				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine	VG	78 274	78 274		
	à plus d'1 an à l'origine	VH	10 959 138	1 748 765	4 398 744	4 811 629
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A	9 500			9 500
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	10 388 030	10 388 030		
Personnel et comptes rattachés		8C	2 015 397	2 015 397		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D	1 590 145	1 590 145		
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	8E				
	Taxe sur la valeur ajoutée	VW	255 524	255 524		
	Obligations cautionnées	VX				
	Autres impôts, taxes et assimilés	VQ	167 261	167 261		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J	95 451	95 451		
Groupe et associés (2)		VI	409 594	409 594		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K	556 473	556 473		
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie *		Z2				
Produits constatés d'avance		8L				
TOTAUX		VY	26 524 787	VZ 17 304 914	4 398 744	4 821 129
RENVOIS (1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice	VJ	422 566	(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	VL	
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	VK	1 446 605	* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032		

SAGE Experts-comptables janvier 2021 : Etat préparatoire.

Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'ann. III au C.G.I.)

N° de dépôt

(17) **COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL**

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait détenant directement au moins 10 % du capital de la société)

DGFiP N°2059-F-SD 2021

(1)

Néant ☐ *

EXERCICE CLOS LE 31122020

N° SIRET 3 1 8 9 7 8 1 0 3 0 0 0 4 8

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE SODICAMB

ADRESSE (voie) Rue François Truffaut Les Portes De L'Oise

CODE POSTAL 60230 VILLE CHAMBLY

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise	P1	5	Nombre total de parts ou d'actions correspondantes	P3	40392
Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise	P2	3	Nombre total de parts ou d'actions correspondantes	P4	130

I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique S.A.S. Dénomination FORMULA II PARTICIPATIONS

N° SIREN (si société établie en France) 792093015 % de détention 99,65 Nb de parts ou actions 40382

Adresse : N° Voie Rue François Truffaut Les Portes De L'Oise

Code Postal 60230 Commune CHAMBLY Pays FRANCE

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance: Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance: Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

BAGE Experts-comptables Janvier 2021 : Etat préparatoire.

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Mademoiselle.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032.

ANNEXE LÉGALE

PREAMBULE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total est de 38 214 107,94 E et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 1 199 144,18 E, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :
- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social
- Ventilation du chiffre d'affaires net
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Crédit-bail mobilier
- Engagements financiers
- Dettes garanties par sûretés réelles
- Accroissements et allègements de la dette future d'impôts
- Rémunérations des dirigeants
- Honoraires des Commissaires Aux Comptes
- Effectif moyen
- Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés
- Identité des sociétés-mères consolidant les comptes de la société
- Résultat des 5 derniers exercices
- Liste des filiales et participations

1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.
Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

1.1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition.

Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Type	Durée
Logiciels informatiques	*3 ans*
Brevets	*1 an*
Agencements, aménagements des terrains	*de 10 à 15 ans*
Constructions	*de 10 à 20 ans*
Agencement des constructions	*de 10 à 20 ans*
Matériel et outillage industriels	*de 5 à 10 ans*
Agencements, aménagements, installations	*de 8 à 10 ans*
Matériel de transport	*2 ans*
Matériel de bureau et informatique	*5 ans*
Mobilier	*10 ans*

En l'absence de perte de valeur, ces actifs n'ont pas fait l'objet d'une dépréciation.

1.6 - Impact de la pandémie due au coronavirus (COVID-19)

La pandémie de COVID-19 est un évènement de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

L'entité SODICAMB estime que le niveau de visibilité sur ses conditions d'activité et/ou de recul par rapport à la survenance de l'évènement permet d'estimer ses impacts de façon raisonnable dans une démarche d'ensemble.

La crise sanitaire a ainsi profité à l'activité (impacts positifs) de l'entreprise.

Les différents effets constatés et leur interaction entre eux sont favorables dans leur globalité :
- Hausse importante de l'activité du DRIVE ;
- Hausse de l'activité de l'HYPERMARCHÉ ;
- Fermeture intermittente des concepts PARAPHARMACIE, MAISON et PLAISIRS, SPORTS et LOISIRS, LE TEMPS DES JEANS, LE TEMPS DU BIO, LE TEMPS D'HONORE;

D'autres entités du groupe ont été touchées (agence de voyages SODICAMB EVASION; boutique de vêtements SEE BY LOU, restaurant CDR); le personnel des structures fermées provisoirement a permis de pallier au besoin de personnel de la SA SODICAMB.

L'entité SODICAMB souhaite mettre en avant une communication portant sur l'incidence des effets de l'évènement sur ses agrégats usuels de performance et notamment les ventes de marchandises qui ont progressé de + 4,41 % passant de 121 596 105 euros HT à 126 962 568 euros HT. Le lien direct de l'évènement CORONAVIRUS est sûr, mais l'incidence financière ne peut lui être attribuée pleinement, car d'autres facteurs sont intervenus simultanément (dynamisme de l'offre, agrandissement...)

1.2 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

En application de cette règle :
- les titres détenus dans la SARL SEE BY LOU sont dépréciés pour leur intégralité soit 300 000 euros.
- les titres détenus dans la SARL SODICAMB EVASION sont dépréciés en intégralité soit 462 000 euros dont 372 000 euros supplémentaires sur l'exercice.
- Les titres détenus dans la SARL CDR sont dépréciés pour 113 032 euros dont 113 032 euros de dépréciation constatée sur l'exercice.

1.3 - STOCKS

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis.

Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

1.4 - CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.5 - FONDS COMMERCIAL

La société a appliqué le règlement ANC n° 2015-06 relatif aux immobilisations incorporelles.

Les droits au bail inscrits à l'actifs sont les droits d'entrée versés à la conclusion des baux afin d'obtenir la jouissance des locaux à des conditons normales. Ils n'ont pas le caractère d'un complément de loyer et ont pour contrepartie l'acquisition d'éléments incorporels du fonds de commerce.

La direction a considéré que les fonds de commerce et droits au bail inscrits à l'actif avaient une durée de vie non limitée et n'étaient en conséquence pas amortis.

2 - CHANGEMENTS DE METHODE

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :
- le P.C.G. 2014 homologué par arrêté du 8 septembre 2014
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce
- ainsi que les règlements ultérieurs venant modifier certains articles

3 - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES POUR DONNER UNE IMAGE FIDELE

Intégration fiscale
La société est intégrée fiscalement par la SAS FORMULA II PARTICIPATIONS depuis l'exercice ouvert le 01/01/2014.

Contrôle fiscal SODICAMB
La société a reçu en date du 08/12/2020 un avis de vérification de comptabilité portant sur la période allant du 01/01/2018 au 31/12/2019, ainsi que sur la TASCOM 2020 assise sur le chiffre d'affaires 2019.
Les contrôles ont débuté le 15/01/2021 et à la date d'arrêté des comptes, ces derniers ne sont pas encore terminés.
La société n'étant pas en mesure d'estimer les éventuels redressements envisagés, aucune provision n'a été constatée.

Contrôle fiscal CDS
La société CDS était une filiale jusqu'au 31/12/2013 du groupe intégré fiscalement dont la tête de groupe était l'entité SODICAMB.
La société CDS avait fait l'objet en 2015 d'un contrôle fiscal portant sur la période allant du 01/01/2013 au 31/12/2014.
L'IS redressé dû, via l'intégration fiscale, par la société SODICAMB s'élève à 8 911 euros (dont : base 5 925 euros, intérêts de retard 616 euros et majorations 2 370 euros).
Ce redressement fiscal n'a pas fait l'objet d'une provision car il est contesté et la procédure auprès du Tribunal Administratif est en cours.
Depuis le 31/08/2018, ce redressement a donné lieu à un cautionnement bancaire de la Caisse Régionale de CRÉDIT AGRICOLE Mutuel Brie-Picardie au profit de la société SODICAMB : caution en garantie solidaire du paiement du montant des impositions qui resteraient à charge à concurrence de la somme de 5 925 euros.

Evènements post-clôture :
La société SODICAMB a modifié sa forme sociale de SA en SAS le 06/05/2021.

4 - ETAT DES IMMOBILISATIONS

	Valeur brute des immob. au début d'exercice	Augmentations Réévaluat. en cours d'exercice	Augmentations Acquisit°, créat° viremt pst à pst
Frais d'établissement, recherche, développement			
Autres immobilisations incorporelles	975 499		600
Terrains	373 786		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	235 839		
Install. générales, agencements, constructions			
Install. techniques, matériel, outillages industriels	1 252 664		59 754
Autres install., agencements, aménagements	9 514 017		458 493
Matériel de transport	417		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	646 053		20 440
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	206 067		46 925
Avances et acomptes			
TOTAL	12 228 841		585 612
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	772 000		110 000
Autres titres immobilisés	3 706 771		
Prêts et autres immobilisations financières	2 260 442		
TOTAL	6 739 214		110 000
TOTAL GENERAL	19 943 554		696 212

	Diminutions Par virement de pst à pst	Diminutions Par cession ou mise HS	Valeur brute des immob. à fin d'exercice	Réév. légale Val origine à fin d'exercice
Frais d'établissement, recherche, développement				
Autres immobilisations incorporelles			976 099	976 099
Terrains			373 786	373 786
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui			235 839	235 839
Install. générales, agencements, constructions				
Install. techniques, matériel, outillages industriels		629 585	682 833	682 833
Autres install., agencements, aménagements		374 563	9 597 947	9 597 947
Matériel de transport			417	417
Matériel de bureau, informatique, mobilier		62 589	603 904	603 903
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	206 067		46 925	46 925
Avances et acomptes				
TOTAL	206 067	1 066 736	11 541 650	11 541 649
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations			882 000	882 000
Autres titres immobilisés			3 706 771	3 706 771
Prêts et autres immobilisations financières			2 260 442	2 260 442
TOTAL			6 849 214	6 849 213
TOTAL GENERAL	206 067	1 066 736	19 366 963	19 366 962

5 - ETAT DES AMORTISSEMENTS

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Elem. sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	278	254		532
Terrains	240 240	28 591		268 831
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui	218 994	11 725		230 719
Install. générales, agencements, constructions				
Install. techniques, matériel et outill. industriels	740 896	306 061	629 585	417 373
Installations, agencements divers	2 496 841	821 266	365 480	2 952 627
Matériel de transport	214	203		417
Matériel de bureau, informatique, mobilier	442 731	60 459	38 267	464 922
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	4 139 914	1 228 305	1 033 331	4 334 889
TOTAL GENERAL	4 140 193	1 228 559	1 033 331	4 335 421

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la prov. pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exceptionnel	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	254				
Terrains	28 591				
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui	11 725				
Install. gales,agencements,constructions					
Install. tech., matériel, outill. industriels	306 061				
Installations, agencements divers	821 266				
Matériel de transport	203				
Mat. de bureau, informatique, mobilier	60 459				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	1 228 305				
TOTAL GENERAL	1 228 559				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices	8 668		8 668	
Primes de remboursement obligations				

6 - ETAT DES PROVISIONS

PROVISIONS	Début exercice	Augmentat. dotations	Diminutions reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements				
Pour investissement				
Pour hausse de prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92				
Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92				
Pour prêts d'installation				
Autres provisions règlementées				
TOTAL Provisions règlementées				
Pour litiges				
Pour garanties données client				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations				
Pour impôts				
Pour renouvellement immobilisations				
Pour grosses réparations				
Pour charges sur congés payés				
Autres provisions	*341 294*	*7 000*	*138 573*	*209 721*
TOTAL Provisions	*341 294*	*7 000*	*138 573*	*209 721*
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation	*360 000*	*515 032*		*875 032*
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours	*107 581*	*174 468*	*107 581*	*174 468*
Sur comptes clients				
Autres dépréciations	*4 920*			*4 920*
TOTAL Dépréciations	*472 501*	*689 500*	*107 581*	*1 054 420*
TOTAL GENERAL	*813 795*	*696 500*	*246 154*	*1 264 141*
Dont dotations et reprises:				
- d'exploitation		*174 468*	*107 581*	
- financières		*515 032*		
- exceptionnelles		*7 000*	*138 573*	

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

7 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	*2 225*		*2 225*
Autres immobilisations financières	*2 258 217*		*2 258 217*
Clients douteux ou litigieux	*13 392*	*13 392*	
Autres créances clients	*103 933*	*103 933*	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques:			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A.	*280 207*	*280 207*	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés	*155 118*	*155 118*	
Débiteurs divers	*5 007 593*	*5 007 593*	
Charges constatées d'avance	*1 191 394*	*429 856*	*761 538*
TOTAL GENERAL	*9 012 079*	*5 990 099*	*3 021 981*
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des org. de crédits:				
- à un an maximum	*78 274*	*78 274*		
- plus d'un an	*10 959 138*	*1 748 765*	*4 398 744*	*4 811 629*
Emprunts et dettes financières	*9 500*			*9 500*
Fournisseurs et comptes rattachés	*10 388 030*	*10 388 030*		
Personnel et comptes rattachés	*2 015 397*	*2 015 397*		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	*1 590 145*	*1 590 145*		
Etat et autres collectivités publiques:				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A.	*255 524*	*255 524*		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	*167 261*	*167 261*		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	*95 451*	*95 451*		
Groupe et associés	*409 594*	*409 594*		
Autres dettes	*556 473*	*556 473*		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	*26 524 787*	*17 304 914*	*4 398 744*	*4 821 129*
Emprunts souscrits en cours d'exercice	*422 566*			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	*1 446 605*			
Emprunts et dettes contractés auprès associés				

8 - AUTRES TABLEAUX (SUITE)

8.1 - PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	*6 000*
Autres créances	*3 965 165*
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	*3 971 165*

8.2 - CHARGES A PAYER ET AVOIRS A ETABLIR

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	*16 970*
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	*1 326 815*
Dettes fiscales et sociales	*2 047 537*
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL	*3 391 321*

8.3 - CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	*1 092 066*	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	*1 092 066*	

Commentaires:

Les charges constatées d'avance comprennent l'étalement sur 65 mois, soit la durée résiduelle du bail de l'hypermarché (01/05/2019 - 30/09/2024) du complément de loyer de 1 500 000 euros payé à l'occasion de l'agrandissement de la surface de vente et des réserves réalisé au cours de l'exercice précédent. Le montant reporté s'élève à 1 038 462 euros au 31/12/2020.

AUTRES TABLEAUX (SUITE)

8.4 - COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	Nombre	Valeur nominale
Actions /parts soc. composant le capital au début de l'exercice	*40 522*	*20,00*
Actions /parts soc. émises pendant l'exercice		
Actions /parts soc. remboursées pendant l'exercice		
Actions /parts soc. composant le capital en fin d'exercice	*40 522*	*20,00*

Commentaires:

8.5 - VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES NET

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises et produits transformés	*126 962 568*
Ventes de déchêts	*48 084*
Commissions et prestations de services	*2 037 414*
TOTAL	*129 048 066*

Répartition par marché géographique	Montant
France	*129 048 066*
Etranger	
TOTAL	*129 048 066*

8.6 - VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

	Résultat av. impots	Impots
Résultat courant	*2 361 825*	*588 095*
Résultat exceptionnel (et participation)	*-226 751*	*-45 639*
Résultat comptable	*1 199 144*	*542 456*

Commentaires:

9 - AUTRES TABLEAUX (SUITE)

9.1 - CREDIT BAIL MOBILIER

	Install Mat Out	Autres	Total
Valeur d'origine	*315 002*		*315 002*
Amortissements :			
- Cumuls exercices antérieurs	*115 007*		*115 007*
- Dotations de l'exercice	*81 191*		*81 191*
TOTAL	*118 804*		*118 804*
Redevances payées :			
- Cumuls exercices antérieurs	*118 067*		*118 067*
- Exercice	*82 484*		*82 484*
TOTAL	*200 551*		*200 551*
Redevances restant à payer :			
- à un an au plus	*70 538*		*70 538*
- à plus d'un an et cinq au plus	*51 388*		*51 388*
- à plus de cinq ans			
TOTAL	*121 926*		*121 926*
Valeur résiduelle :			
- à moins d'un an	*430*		*430*
- à un an au plus	*2 720*		*2 720*
- à plus d'un an et cinq au plus			
- à plus de cinq ans			
TOTAL	*3 150*		*3 150*
Montant pris en charge dans l'exercice	*82 484*		*82 484*

AUTRES TABLEAUX (SUITE)

9.2 - ENGAGEMENTS FINANCIERS

Engagements donnés	Montant
Nantissement du fonds de commerce en garantie des emprunts SODICAMB voir détail ci-après "dettes garanties par des sûretés réelles" - capital+intérêts restant	*11 876 521*
Engagements de retraite	*1 004 070*
Engagements de credit-bail mobilier	*121 926*
Caution solidaire en faveur du Crédit Agricole en garantie de deux emprunts d'un total de 500 Keuros souscrits par la filiale CDR - capital et intérêts restant dûs :	*517 828*
Cautionnement CDS au profit de la DGFIP	*5 925*
TOTAL	*13 526 270*
Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	*517 828*
- les participations	
- les autres entreprises liées	*5 925*
Dont engagements assortis de sûretés réelles	*11 876 521*

Engagements reçus	Montant
Caution solidaire reçue de Mme Dany VERFAILLIE à hauteur de 50 % du capital et intérêts dûs sur emprunt Crédit Agricole de 1 500 000 euros de nominal Soit 1 228 520 euros * 50% =	*614 260*
Retour à meilleure fortune sur abandon de créance à caractère fnancier consenti en décembre 2004 à la sarl SODICAMB EVASION	*141 864*
Caution avec garantie à première demande du Crédit Agricole pour le paiement de ra de TICFE 2018 \(48 320 euros\) et 2019 \(88 000 euros\) - étalement jusqu'en 2022 versement aux Douanes	*136 320*
TOTAL	*892 444*
Dont concernant :	
- les dirigeants	*614 260*
- les filiales	*141 864*
- les participations	
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	

AUTRES TABLEAUX (SUITE)

9.3 - DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

	Montant garanti
Crédit Agricole - Nantissement de fonds de commerce 10 emprunts d'un nominal total de 13 900 000 euros - capital et intérêts restant dûs	*10 730 477*
EDEL - Nantissement de fonds de commerce 6 emprunts d'un nominal total de 2 810 000 euros - capital et intérêts restant dûs	*1 146 044*
TOTAL	*11 876 521*

9.4 - ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS

Accroissements de la dette future d'impôts	Montant
ACCROISSEMENTS	
Provisions règlementées :	
Autres :	
Plus-value fusion ISSYLEC/GALEC en sursis d'imposition	*258 971*
TOTAL	*258 971*

Allègements de la dette future d'impôts	Montant
ALLEGEMENTS	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation :	
PEEC	*43 573*
C3S	*173 764*
PARTIIPATION DES SALARIES	*393 474*
MARGE SUR BONS D'ACHATS NON UTILISES AU 31/12/2020	*14 659*
Autres :	

AUTRES TABLEAUX (SUITE)

Nature des différences temporaires	Montant
Amortissements réputés différés	
Déficits reportables	
Moins-values à long-terme	

Commentaires:

9.5 - REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

	Montant
Rémunérations allouées aux membres:	
- des organes d'administration	
- des organes de direction	
- des organes de surveillance	

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

9.6 - HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	*40 000*
- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	
- TOTAL	*40 000*

Commentaires:

9.7 - EFFECTIF MOYEN

	Personnel salarié	Personnel mis à dispo de l'ets.
Cadres	*27*	
Agents de maîtrise et techniciens	*59*	
Employés	*264*	
Ouvriers		
TOTAL	*350*	

Commentaires:
Ces effectifs comprennent :
- 12,90 apprentis et contrats de professionalisation en Equivalent Temps Plein
- 10,57 handicapés en Equivalent Temps Plein

Répartition hommes / femmes
- 199,77 femmes en Equivalent Temps Plein
- 150,10 hommes en Equivalent Temps Plein

AUTRES TABLEAUX (SUITE)

9.8 - ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE PENSIONS, RETRAITES ET ENGAGEMENTS ASSIMILES

Engagements	Dirigeants	Autres	Provisions
Pensions et indemnités assimilées			
Compléments de retraite pour personnel en activité			
Compléments de retraite et indemnités assimilées pour personnel à la retraite			
Indemnités de départ à la retraite et autres indemnités pour personnel en activité		*1 004 070*	
TOTAL		*1 004 070*	

Commentaires:
Les indemnités de fin de carrière ont été évaluées selon les hypothèse suivantes :
- Taux d'actualisation : 0,34% (taux iBoxx Corporate AA10+ au 31/12/2020)
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 0 %
- Table de taux de mortalité : TD1416

9.9 - IDENTITE DES SOCIETES-MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

SAS FORMULA II PARTICIPATIONS
SIRET 79209301500016
RUE FRANCOIS TRUFFAUT
60 230 CHAMBLY

RÉSULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES

Nature des Indications / Périodes Durée de l'exercice	31/12/2020 12 mois	31/12/2019 12 mois	31/12/2018 12 mois	31/12/2017 12 mois	31/12/2016 12 mois
I - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	*810 440*	*810 440*	*810 440*	*810 440*	*810 440*
b) Nombre d'actions émises	*40 522*	*40 522*	*40 522*	*40 522*	*40 522*
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
II - Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	*129 048 066*	*123 571 711*	*117 792 843*	*114 834 522*	*110 748 050*
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	*3 429 174*	*2 255 689*	*1 602 791*	*2 607 967*	*1 523 402*
c) Impôt sur les bénéfices	*542 456*	*309 163*	*8 494*	*151 025*	*143 478*
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	*2 886 718*	*1 946 526*	*1 594 297*	*2 456 942*	*1 379 924*
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	*1 199 144*	*778 645*	*656 681*	*1 373 104*	*776 437*
f) Montants des bénéfices distribués		*300 268*		*1 201 072*	
g) Participation des salariés	*393 474*	*169 325*		*40 500*	*25 697*
III - Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	*71*	*48*	*39*	*61*	*34*
b) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	*30*	*19*	*16*	*34*	*19*
c) Dividende versé à chaque action		*7*		*30*	
IV - Personnel :					
a) Nombre de salariés	*350*	*338*	*335*	*327*	*321*
b) Montant de la masse salariale	*9 014 903*	*8 779 418*	*8 257 736*	*7 803 852*	*7 319 869*
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, oeuvres sociales...)	*2 207 343*	*2 203 118*	*2 108 056*	*2 106 532*	*1 987 775*

Observations complémentaires

10 - TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et Participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consentis par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex.
A - Renseignements détaillés concernant les filiales & particip.										
- Filiales (plus de 50% du capital détenu)										
SEE BY LOU	*300 000*	*-378 789*	*100,00*	*300 000*		*152 383*		*477 605*	*43 527*	
SODICAMB EVASION	*350 000*	*-466 580*	*100,00*	*462 000*				*260 716*	*-96 150*	
CDR	*37 000*	*-157*	*100,00*	*120 000*	*6 968*	*1 009*	*517 828*	*253 596*	*-29 874*	
- Participations (10 à 50 % du capital détenu)										
B - Renseignements globaux concernant les autres filiales & partic.										
- Filiales non reprises en A:										
a) Françaises										
b) Etrangères										
- Participations non reprises en A:										
a) Françaises										
b) Etrangères										

Observations complémentaires

greffe

SOCIETE DE DISTRIBUTION CAMBLIZARDE - SODICAMB

Société par Actions Simplifiée au capital de 810.440 Euros

Siège social : Rue François Truffaut
60230 - CHAMBLY

318 978 103 R.C.S. COMPIEGNE

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

DU 29 JUIN 2021

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

L'Assemblée Générale, sur proposition du Comité Directeur, décide d'affecter le résultat de l'exercice clos au 31 DECEMBRE 2020 se soldant par un bénéfice de 1.199.144 Euros, comme suit :

- Bénéfice comptable ..... 1.199.144 €
- Au poste « Autres Réserves »..... 1.199.144 €

L'Assemblée Générale reconnaît, en outre, que le rapport présenté par le Comité Directeur mentionne que le montant des dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices a été le suivant :

EXERCICE	Revenus éligibles à l'abattement visé par les dispositions de l'article 158 du C.G.I.	Revenus non éligibles à l'abattement visé par les dispositions de l'article 158 du C.G.I.
31/12/2017	/	/
31/12/2018	300.268,02 €	/
31/12/2019	/	/

CERTIFIE CONFORME

SOCIETE DE DISTRIBUTION CAMBLIZARDE - SODICAMB

Société par Actions Simplifiée au capital de 810.440 Euros

Siège social : Rue François Truffaut
60230 - CHAMBLY

318 978 103 R.C.S. COMPIEGNE

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

DU 29 JUIN 2021

RESOLUTION VOTEE

L'Assemblée Générale, sur proposition du Comité Directeur, décide d'affecter le résultat de l'exercice clos au 31 DECEMBRE 2020 se soldant par un bénéfice de 1.199.144 Euros, comme suit :

- Bénéfice comptable ..... 1.199.144 €
- Au poste « Autres Réserves »..... 1.199.144 €

L'Assemblée Générale reconnaît, en outre, que le rapport présenté par le Comité Directeur mentionne que le montant des dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices a été le suivant :

EXERCICE	Revenus éligibles à l'abattement visé par les dispositions de l'article 158 du C.G.I.	Revenus non éligibles à l'abattement visé par les dispositions de l'article 158 du C.G.I.
31/12/2017	/	/
31/12/2018	300.268,02 €	/
31/12/2019	/	/

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CERTIFIE CONFORME

YCC
AUDIT & CONSEIL

Société de Distribution Camblizarde - SODICAMB

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

16 place du Général Catroux
75017 Paris
+33 6 11 51 13 19
www.yccaudit.com

SAS au capital de 100 000 € - RCS Paris 529 388 969
N° TVA intracommunautaire FR 81529388969 - NAF 6920Z
Société de commissaires aux comptes inscrite à la Compagnie régionale de Paris
Société d'expertise comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la Région Paris Ile-de-France

YCC
AUDIT & CONSEIL

Société de Distribution Camblizarde - SODICAMB

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société SODICAMB,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SODICAMB relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement » des notes « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose la comptabilisation d'une dépréciation supplémentaire de 372 K€ des titres de participation de la société SODICAMB Evasion sur l'exercice, en complément d'une provision de 30 K€ également constatée sur l'exercice. Ainsi, au 31 décembre 2020, les titres de participation de la société SODICAMB Evasion sont intégralement dépréciés.

L'insuffisance de provision pour dépréciation des titres de participation de cette filiale avait fait l'objet d'une réserve dans notre rapport du 18 juin 2020 relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2019, ainsi que dans nos rapports précédents.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note 1.3 « Stocks » de l'annexe expose l'approche retenue par votre société pour l'évaluation des stocks et les modalités de calcul des provisions pour dépréciations. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, et à revoir les calculs effectués par votre société.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du comité directeur et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés conjointement par le comité directeur et le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 28 juin 2021

Le Commissaire aux Comptes

YCC Audit & Conseil

Yves Canac